STATNEWS

N° 41

04/11/26

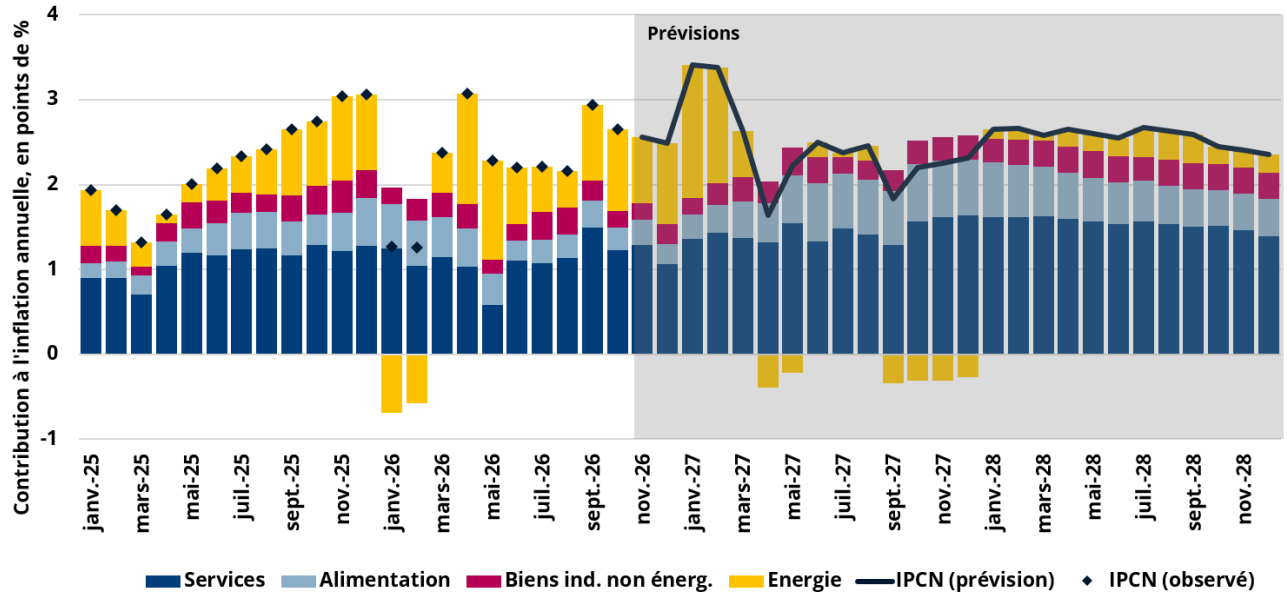
Prévisions d'inflation

UN CHOC ÉNERGÉTIQUE QUI S'INSCRIT DANS LA DURÉE

Le conflit entre les États-Unis et l'Iran, en cours depuis mars 2026, se prolonge. Le détroit d'Ormuz reste quasiment fermé à la navigation, le Brent a atteint en moyenne 108 USD le baril en octobre et les marchés anticipent désormais des prix de l'énergie durablement élevés. Le choc inflationniste, que les hypothèses du printemps concentraient sur 2026, se prolongerait ainsi en 2027 : l'inflation de la zone euro ne reviendrait vers 2% qu'en 2028.

Au Luxembourg, l'inflation s'établit à 2.7% en octobre. Selon les prévisions du STATEC, qui intègrent les mesures d'aide à l'énergie (Resilienzpak) prolongées le 29 octobre, elle atteindrait en moyenne 2.3% en 2026, puis 2.5% en 2027 comme en 2028. La prochaine tranche indiciaire interviendrait au 2e trimestre 2027, suivie d'une autre au 2e trimestre 2028. Ce calendrier reste sensible aux prix de l'énergie : des tensions supplémentaires avanceraient ces échéances d'un trimestre, un reflux durable repousserait la seconde.

TAUX D'INFLATION ANNUEL ET CONTRIBUTIONS



Source : STATEC (prévisions du 04/11/2026)

Au Moyen-Orient, pas de sortie de crise en vue

L'accalmie de juin, lorsque le protocole d'accord entre les États-Unis et l'Iran avait permis une reprise du trafic dans le détroit d'Ormuz, n'a duré que quelques semaines. Depuis la nouvelle fermeture de fin juillet, la navigation y est quasiment à l'arrêt : en octobre, à peine trois navires par jour franchissaient encore le détroit (selon des données du FMI), contre près de cent en moyenne en 2025.

Privés d'une partie de l'offre mondiale, les marchés de l'énergie se sont à nouveau tendus. Retombé autour de 85 USD le baril en juin et juillet, le Brent est remonté à partir d'août pour atteindre en moyenne 108 USD[1] en octobre. Le prix du gaz européen a progressé de façon plus continue et moins volatile que celui du Brent, mais le prix spot du TTF s'établit désormais à environ 85 EUR/MWh, son plus haut niveau de l'année et plus du double de celui de janvier. À ces hausses s'ajoutent des tensions sur l'acheminement et la transformation du pétrole : les coûts de fret des pétroliers ont plus que doublé depuis janvier et les marges de raffinage pour certains distillats ont presque quadruplé, ce qui renchérit tout particulièrement le diesel et le mazout.

Le choc n'est plus perçu comme temporaire : au printemps, les marchés anticipaient un reflux rapide des cours ; ils l'intègrent désormais dans les prix des années à venir. Les cotations à terme du Brent pour 2027 dépassent 90 USD en octobre, contre environ 63 USD en janvier, et celles pour 2028 avoisinent 80 USD. Le mouvement est plus net encore pour le gaz : les contrats pour 2027 cotent autour de 67 EUR/MWh, soit environ 2.5 fois leur niveau de janvier. Ces anticipations restent toutefois fragiles : un infléchissement du conflit comme une nouvelle escalade suffirait à les déplacer en quelques jours, dans un sens comme dans l'autre, comme l'ont montré le mois de juin puis la fin juillet.

En zone euro, une inflation plus persistante que prévu

Les hypothèses internationales d'Oxford Economics, actualisées à la mi-octobre et retenues par le STATEC, traduisent ce changement de perspective. Au printemps, le scénario central supposait un choc bref : après un pic au 2e trimestre 2026, le Brent[2] devait revenir vers 70 USD dès 2027. Il s'établirait désormais à 98 USD en moyenne en 2026 et encore à 96 USD en 2027, avant de refluer progressivement en 2028 (73 USD).

Le profil de l'inflation en zone euro s'en trouve décalé dans le temps. Portée par l'énergie (+18.9% sur un an), elle est déjà passée de 3.2% en août à 3.8% en septembre. Alors que les hypothèses retenues lors des discussions tripartites du printemps prévoyaient un retour à 2% dès 2027, l'inflation atteindrait 3.0% en 2026, se maintiendrait à 2.7% en 2027 et ne reviendrait vers 2% qu'en 2028 (1.8%). La diffusion au reste des prix serait également plus tardive : l'inflation alimentaire, restée modérée en 2026 (1.8%), accélérerait en 2027 (2.9%), et l'inflation sous-jacente atteindrait 2.7% cette même année.

Oxford Economics n'est pas seul à revoir ses prévisions à la hausse pour la zone euro. En septembre, la BCE a relevé sa prévision pour 2027 de 0.2 point de %, à 2.5%, avant un retour à 2.1% en 2028 ; ses scénarios alternatifs, qui placent l'inflation de 2027 entre 1.9% et 5.4%, illustrent l'incertitude entourant ces projections[3]. L'OCDE a porté en septembre sa prévision pour 2027 de 2.1% à 2.9%, et le FMI anticipe en octobre une inflation de 3.1% en 2026 et de 2.8% en 2027. La Commission européenne, qui tablait au printemps sur une inflation de 3.0% en 2026, publiera ses prévisions d'automne dans le courant du mois.

[1] Moyenne mensuelle du contrat à terme ICE Brent de première échéance, référence la plus couramment citée dans la presse financière.

[2] Prix spot du Brent (FOB mer du Nord), utilisé dans les hypothèses d'Oxford Economics. En période de fortes tensions sur l'offre physique, il peut s'écarter sensiblement du contrat à terme de première échéance cité plus haut.

[3] Le scénario haut du STATEC est d'une ampleur comparable au scénario adverse de la BCE (3.2% en zone euro en 2027) ; le scénario sévère de la BCE suppose un choc nettement plus important. Par ailleurs, les scénarios du STATEC ne sont pas symétriques (le scénario bas ne s'écarte du central qu'à partir du 2e trimestre 2027) et les aides, fixées en montants unitaires, amortissent une partie du choc au Luxembourg.

Au Luxembourg, une hausse encore concentrée sur l'énergie

Au Luxembourg, l'inflation s'établit à 2.7% en octobre, après 2.9% en septembre. Son profil épouse celui des cours pétroliers : après avoir dépassé 3% en avril, au plus fort de la première fermeture du détroit, elle était revenue autour de 2.2% durant l'été, avant de rebondir avec la remontée du Brent. L'énergie en reste le principal moteur : à elle seule, elle explique environ un point de l'inflation d'octobre.

Les aides du Resilienzpak n'ont amorti cette hausse qu'en partie. Malgré la remise de 15 ct EUR/l en vigueur depuis août, le mazout de chauffage coûtait encore 1.39 EUR/l en octobre, soit 68% de plus qu'en janvier (0.83 EUR/l), au moment où débute la saison de chauffe. Sans la remise, il atteindrait 1.54 EUR/l, soit 87% de plus qu'en janvier, au-delà du pic d'avril (1.47 EUR/l). À ces niveaux, les 15 centimes ne représentent plus qu'environ un dixième du prix payé par les ménages. Le diesel suit la même tendance : malgré la réduction de 5 ct EUR/l, il coûtait 2.05 EUR/l en moyenne en octobre, soit 47% de plus qu'en janvier (51% hors remise).

La diffusion au reste des prix reste à ce stade contenue. Hors énergie, l'inflation demeure inférieure à 2% en octobre. L'inflation alimentaire, qui atteignait 3% en début d'année, est revenue autour de 1.5%, et les biens industriels non énergétiques progressent faiblement. Les services ont contribué au pic de septembre, en raison notamment de prix très volatils comme ceux des crèches et du transport aérien de voyageurs, ce dernier pouvant aussi refléter en partie le renchérissement du kérosène. À ce jour, les répercussions indirectes liées aux coûts des engrais ou des transports ne semblent pas avoir engendré d'effets de second tour notables.

Des aides à l'énergie prolongées, un effet décalé dans le temps

Pour amortir le choc, le gouvernement et les partenaires sociaux ont adopté en juin, à l'issue des discussions tripartites, un ensemble de mesures regroupées sous le nom de Resilienzpak. Depuis l'été, elles réduisent les prix TTC de l'énergie de 5 ct EUR/l sur le diesel et l'essence (depuis juillet), ainsi que de 15 ct EUR/l sur le mazout, de 4 ct EUR/kWh sur l'électricité et de 15 ct EUR/m^3 sur le gaz (depuis août). Ces mesures abaissent l'inflation de 0.7 point de % depuis août (soit 0.3 point de % en moyenne en 2026).

Initialement, les aides devaient prendre fin le 31 décembre 2026. Leur suppression aurait mécaniquement relevé le niveau des prix en janvier 2027. Le 29 octobre 2026, le comité de suivi de la Tripartite a décidé de prolonger jusqu'au 31 décembre 2027 les aides sur l'électricité, le gaz et le mazout. Celles sur le diesel et l'essence sont prolongées jusqu'à fin février 2027.

Cette prolongation réduit l'inflation de 2027 de près de 0.7 point de %, ce qui ne décale qu'à la marge le déclenchement de la tranche indiciaire prévue au 2e trimestre 2027, mais évite l'octroi d'une seconde tranche au cours de la même année. Elle ne fait toutefois que reporter l'effet de la sortie des mesures : la fin des aides sur les carburants relèvera le niveau des prix en mars 2027, et celle des autres aides en janvier 2028, ajoutant environ 0.7 point de % à l'inflation de 2028. Sur 2026-2028, l'inflation cumulée est quasiment inchangée.

RESUME DES PREVISIONS D'INFLATION

Variation annuelle en %, sauf mention contraire

	Scénario central			Scénario bas			Scénario haut		
	2026	2027	2028	2026	2027	2028	2026	2027	2028
Inflation (IPCN)	2.3	2.5	2.5	2.3	2.0	2.7	2.3	2.9	3.0
Services	2.5	3.2	3.5	2.5	3.2	3.4	2.5	3.6	3.9
Alimentation	2.0	3.0	2.7	2.0	3.0	2.7	2.0	3.4	3.0
Biens ind. non éner.	0.8	0.9	1.0	0.8	0.9	1.0	0.8	1.2	1.5
Energie*	7.7	2.1	2.7	7.8	-5.0	5.8	7.9	3.5	3.1
Cote d'application	2.3	2.7	2.5	2.3	2.5	2.3	2.3	3.1	3.4
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	982	1009	1034	982	1007	1030	982	1013	1047
Indexation des salaires	juin-26	T2 2027	T2 2028	juin-26	T2 2027	T3 2028	juin-26	T1 2027	T1 2028

Source : STATEC (prévisions du 04/11/2026)

* Ces prévisions retiennent, à titre d'hypothèse technique de politique inchangée, une majoration de la taxe CO_2 de 5 EUR/tCO_2e en 2027 et en 2028. Cette majoration relève l'inflation mesurée par l'IPCN, mais son effet direct est neutralisé dans le calcul de la moyenne semestrielle qui détermine la cote d'application : elle est donc sans incidence sur le calendrier des tranches indiciaires présenté ici.

Une inflation qui se maintiendrait au-dessus de 2% jusqu'en 2028

Dans le scénario central, l'inflation s'établirait à 2.5% en 2027 comme en 2028. Sans la prolongation des aides décidée le 29 octobre, elle avoisinerait 3.1% en 2027 et 1.9% en 2028 : la stabilité à 2.5% sur ces deux années résulte donc en grande partie de cette décision, qui reporte sur 2028 une partie de la hausse des prix. La composition de l'inflation évoluerait par ailleurs : portée par l'énergie en 2026, l'inflation serait ensuite surtout soutenue par les autres composantes.

En 2026, les prix de l'énergie progresseraient de 7.7%, sous l'effet de la flambée des produits pétroliers (+15.7%). Leur contribution s'atténuerait ensuite nettement : l'inflation énergétique reviendrait à 2.1% en 2027 – reflétant la prolongation des aides et la baisse du prix de l'électricité, les cours pétroliers restant élevés – avant de remonter à 2.7% en 2028 avec la fin des aides sur l'électricité, le gaz et le mazout. Les évolutions divergeraient toutefois selon les énergies. Le prix du gaz pour les ménages augmenterait d'environ 10% en 2027 (de 0.92 à 1.01 EUR/m^3), sous l'effet de la hausse des prix sur les marchés, malgré le maintien de l'aide de 15 ct EUR/m^3. À l'inverse, le prix de l'électricité reculerait d'environ 9% (de 0.24 à 0.22 EUR/kWh), l'aide de 4 ct EUR/kWh s'appliquant sur l'ensemble de l'année, contre cinq mois en 2026, avant de remonter en 2028 (0.26 EUR/kWh) avec la fin des aides. Le relais serait pris par les services, dont l'inflation passerait de 2.5% en 2026 à 3.2% en 2027 et 3.5% en 2028, et par l'alimentation (3.0% en 2027, puis 2.7% en 2028), à mesure que la hausse des coûts de l'énergie et des intrants se répercuterait sur les prix. L'inflation des biens industriels non énergétiques resterait modérée, autour de 1%.

En cours d'année, le profil serait toutefois heurté. L'inflation dépasserait 3% en janvier et février 2027 (3.5% et 3.4% respectivement), un effet de base sans lien avec les aides : les prix de l'énergie y seraient comparés à ceux du début de 2026, antérieurs au conflit, lorsque leur contribution à l'inflation était nettement négative. Cet effet s'estomperait dès le printemps, l'inflation revenant temporairement vers 1.7% en avril, en regard du pic d'avril 2026. Selon ces prévisions, la prochaine tranche indiciaire interviendrait au 2^{e} trimestre 2027, suivie d'une autre au 2^{e} trimestre 2028.

Des scénarios alternatifs pour encadrer l'incertitude

Au regard des fortes incertitudes, ce scénario central est complété par deux scénarios alternatifs. Ils ne délimitent pas un intervalle de probabilité, mais illustrent l'éventail des trajectoires possibles. Pour 2026, dont dix mois sont déjà connus, tous convergent vers 2.3% ; ils divergent en revanche nettement à partir de 2027.

Dans le scénario haut, qui suppose une perturbation durable des flux énergétiques, le Brent se maintiendrait autour de 104 USD le baril en 2027, avant de refluer à 82 USD en 2028. Le choc se diffuserait plus largement au reste de l'économie : l'inflation des services atteindrait 3.6% en 2027 et celle de l'alimentation 3.4%. L'inflation globale s'élèverait à 2.9% en 2027 et à 3.0% en 2028, et les tranches indiciaires seraient avancées au 1er trimestre 2027, puis au 1er trimestre 2028.

Le scénario bas suppose au contraire une normalisation rapide des marchés de l'énergie. Il suit le scénario central jusqu'au 1er trimestre 2027, puis retient un repli des cours aussi rapide que celui qui avait suivi le protocole d'accord entre les États-Unis et l'Iran en juin : le Brent reviendrait à 75 USD le baril en moyenne en 2027, puis à 60 USD en 2028. Les prix de l'énergie reculeraient de 5.0% en 2027 et l'inflation globale s'établirait à 2.0%. Elle remonterait toutefois à 2.7% en 2028, au-dessus du scénario central : la sortie des aides relèverait les prix de l'énergie (+5.8%) alors même que les cours continueraient de baisser, tandis que les services et l'alimentation conserveraient une dynamique proche du scénario central. La tranche du 2^{e} trimestre 2027 serait inchangée, la suivante repoussée au 3^{e} trimestre 2028.

Au total, l'inflation se situerait entre 2.0% et 2.9% en 2027 selon les scénarios, et entre 2.5% et 3.0% en 2028. Quel que soit le scénario étudié, une tranche indiciaire interviendrait au premier semestre 2027. Les derniers mois rappellent toutefois combien la situation peut basculer rapidement, et une perturbation plus durable encore que celle du scénario haut ne peut être écartée. S'y ajoutent des aléas climatiques, de nature différente de ceux que retracent les scénarios : la rigueur de l'hiver, qui détermine la demande de gaz et donc son prix, et les conditions météorologiques mondiales, qui pèsent sur les récoltes et se transmettent aux prix alimentaires avec quelques trimestres de décalage.

RESUME DES PREVISIONS DES PRIX A LA CONSOMMATION* DES PRINCIPAUX PRODUITS ENERGETIQUES

	Scénario central			Scénario bas			Scénario haut		
	2026	2027	2028	2026	2027	2028	2026	2027	2028
*Electricité (EUR/kWh)***	0.24	0.22	0.26	0.24	0.21	0.26	0.24	0.22	0.27
*Gaz (EUR/m3)***	0.92	1.01	1.05	0.92	0.85	0.93	0.92	1.05	1.07
Diesel (EUR/litre)	1.83	1.94	1.79	1.83	1.80	1.69	1.83	1.95	1.80
Essence (EUR/litre)	1.73	1.81	1.69	1.73	1.68	1.60	1.73	1.82	1.70
Mazout (EUR/litre)	1.23	1.20	1.19	1.23	1.07	1.09	1.23	1.21	1.20
Hypothèse sur le prix du Brent (USD/baril)	98	96	73	98	75	60	100	104	82

Source : STATEC (prévisions du 04/11/2026)
* Ces prévisions retiennent, à titre d'hypothèse technique de politique inchangée, une majoration de la taxe CO_2 de 5 EUR/tCO_2e en 2027 et en 2028. Cette majoration relève l'inflation mesurée par l'IPCN, mais son effet direct est neutralisé dans le calcul de la moyenne semestrielle qui détermine la cote d'application : elle est donc sans incidence sur le calendrier des tranches indiciaires présenté ici.
** Prix moyens TTC pour un client résidentiel au Luxembourg avec une consommation annuelle de 2 426 m3 de gaz et 3 901 kWh d'électricité.

Pour en savoir plus

Bureau de presse | **+352 247-88455** | press@statec.etat.lu

statistiques.lu

Cette publication a été réalisée par **Jill Schaul et Gabriel Gomes**.

Le STATEC tient à remercier tous les collaborateurs qui ont contribué à la réalisation de cette parution.

La reproduction totale ou partielle du présent bulletin d'information est autorisée à condition d'en citer la source.

Restez connectés ! Inscrivez-vous à notre newsletter